

COMPTE RENDU DU CTPD DU 15/10/2007

Le SNADGI-CGT a remis au Directeur après l'avoir lu en séance une déclaration liminaire, dont copie ci-jointe en annexe.

L'ordre du jour de ce CTPD: Plan local de formation 2007/2008
Bilan campagne IR 2007

PLAN LOCAL DE FORMATION

M.BOURGEADE, délégué à la formation professionnelle, nous a présenté le fonctionnement de son service. Il a rappelé l'importance du recensement individuel des besoins de formations lors de l'entretien annuel avec le chef de service.

Il a insisté également sur la nécessité de prévenir le plus tôt possible lors d'une annulation de stage afin qu'il puisse convoquer un agent supplémentaire.

Depuis septembre 2007, le Centre de formation professionnel situé rue Merly a été supprimé pour être remplacé par le CIF situé à l' Ecole Nationale du Cadastre.

Les stages organisés au niveau local en 2006/2007 ont été les suivants :

- Portail métiers
- Gestion des Balf
- Rialto,Oasis,IDL
- Déontologie

Les stages prévus pour l'année 2007/2008 :

- Découverte des applications informatiques du CDIF
- Gestion des pro
- Nouveautés TP
- Symphonie
- Rialto
- Open Office, Excel writer

Pour terminer, le DFP a remercié les formateurs actuels mais a déploré le manque de formateurs volontaires pour assurer toutes ces sessions. A cela nous avons répondu qu'il était normal avec les suppressions d'emplois toujours plus nombreuses d'avoir moins de personnel disponible et que ce n'était pas aux OS de gérer la pénurie.

BILAN CAMPAGNE IR 2007

Cette année le bilan de la campagne a été fait de manière à pouvoir en tenir compte pour la suivante. Mme MARGERIT a présenté ce bilan en insistant sur le fait qu'il y avait dans l'ensemble une baisse de la réception physique et une forte hausse des renseignements téléphonés. Ensuite le DSF nous a présenté « en avant première » sa réflexion sur le téléphone. Il a décidé dans un premier temps de rénover l'ensemble du parc téléphonique de la DSF et de se doter d'un numéro indigo unique pour la prochaine campagne. Les appels sur ce numéro seront orientés vers des postes de Cahors, Figeac et Gourdon. Ainsi chaque centre conservera son propre pool téléphonique mais les usagers auront eux un numéro unique. Cette réflexion est née d'un audit fait par France Télécom qui recense 30 % d'appels non aboutis. Afin de mentionner ce numéro indigo sur les déclarations de revenus, il doit prendre une décision avant le 15 décembre. Il souhaite la prendre en collaboration avec l'ensemble des agents concernés lors de la prochaine campagne.

Questions Diverses

- Notation: Un décret annonçant la fin de la note chiffrée d'ici 3 ans dans la fonction publique est sorti le 17 septembre 2007. A ce jour, notre ministère n'est pas candidat à l'expérimentation.
- Agora :
 - Plus d'anomalie sur les remboursements des frais de stage. Ceux ci se font dans un délai rapide , environ 4 jours.
 - Le pointage intégré dans Agora est prévu pour le début 2008, dès réception des nouvelles pointeuses. A ce jour 4 départements les ont expérimentées et cela fonctionne!

Locaux : Le DSF étudie la possibilité de regrouper tous les services rue des Carmes. A ce jour, il est acquis que le CDI rejoindra le CDIF au premier étage et le pôle ICE le deuxième étage. Le DSF voudrait également intégrer la direction sur ces deux étages.

Il nous a également informé de la réfection totale du chauffage du bâtiment, les ouvrants seront également changés par la suite.

En ce qui concerne les problèmes d'ouvertures des grilles le matin, il a été rappelé qu'il était formellement interdit, pour des raisons de sécurité, de monter par les escaliers de secours et descendre par les ascenseurs dans nos bureaux.

DECLARATION DU SNADGI-CGT

Le voilà, le moment tant attendu, l'ultime décision, celle qui a fait couler tant d'encre et parfois de fiel, l'annonce vient d'être faite, le mariage est prononcé, ce sera donc la fusion dite globale.

Le ministre s'est même fendu d'une lettre de 4 pages aux agents, pour dire quoi ? Rien, ou presque. Il y aura bien fusion, mais qui, quoi, comment, quand ??? on n'en sait pas plus.

En clair, rien de nouveau, les expérimentations passées (accueil commun, compétences croisées,...) vont se poursuivre et se généraliser.

Seul point où nous pourrions nous réjouir est le fait de penser que le ministre est repris une des propositions de la CGT, proposition lancée d'ailleurs par les syndicats CGT du Trésor et des Impôts du Lot dans leur dossier commun de maisons des finances. Ce projet est de réunir dans les perceptions les missions des deux administrations afin de rapprocher l'utilisateur du service public du ministère des finances et de préserver ce même service public dans les zones rurales. Mais nous ne sommes pas naïfs et nous attendons avec scepticisme la mise en place définitive de ces maisons pour voir ce qu'il restera de notre belle idée ou ce qu'il restera de l'implantation des perceptions.

Revenons à une actualité plus « interne » avec notre propre fusion, c'est à dire CDI/CDIF. On nous explique qu'il faut supprimer le cadastre pour le fondre dans les secteurs d'assiettes afin de faciliter les démarches des contribuables et leur proposer un interlocuteur unique. Mais nous savons tous que ces réformes ont pour premier objectif de supprimer des emplois donc de faire soit disant des économies sur le fonctionnement de l'Etat. A côté de cela, la DGI va célébrer dans toute la France, comme dans le Lot, le bicentenaire du Cadastre comme si celui-ci était une institution et avait encore de beaux jours devant lui. Les agents et ceux des CDIF en particulier trouvent cela déplacé. A l'heure des restrictions budgétaires, des sacrifices toujours demandés aux mêmes par la non revalorisation des salaires, les franchises médicales, les suppressions de postes et les réformes autour des régimes de retraites, nous nous demandons si une telle célébration était nécessaire.

La CGT est aujourd'hui autant un syndicat de propositions que de protestations. Nous l'avons démontré dans le département avec notre projet des maisons des finances mais aussi sur notre implication dans le bien être au travail. Nous ne rejetons pas en bloc les réformes mais souhaitons que celles - ci aillent autant dans le sens des agents que dans celui des contribuables.

Or aujourd'hui, on ne peut que constater que les travailleurs en prennent plein la figure face à un gouvernement aussi antisocial que celui de M.SARKOZY et FILLON. Pour les raisons déjà mentionnées plus haut, comme la remise en cause des régimes de retraite, la baisse du pouvoir d'achat, les franchises médicales, le SNADGI-CGT ne peut que se joindre au mouvement du 18 octobre 2007 et appeler les agents des impôts à une journée de grève et de manifestation.